

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

[C – 2017/40555]

21 JUILLET 2017. — Loi instaurant un programme de coopération durable sur le plan de la recherche entre les établissements scientifiques fédéraux et les universités (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 2. Au sens de la présente loi, on entend par :

a) **Établissement:** Les établissements scientifiques fédéraux (ESF) repris à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques fédéraux;

b) **Université:** les universités relevant de la Communauté flamande:

- 1) "Katholieke Universiteit Leuven";
- 2) "Universiteit Antwerpen";
- 3) "Universiteit Gent";
- 4) "Universiteit Hasselt";
- 5) "Vrije Universiteit Brussel"

les universités relevant de la Communauté française:

- 1) "Université de Liège
- 2) "Université Libre de Bruxelles";
- 3) "Université de Mons";
- 4) "Université de Namur";
- 5) "Université Catholique de Louvain";
- 6) "Université Saint-Louis – Bruxelles";

c) **Profil:** la description d'un domaine de recherche spécifique, dans lequel la recherche scientifique, l'enseignement et le service au public se font en collaboration structurelle entre un établissement et une université et dans lequel sont décrits les compétences et aptitudes attendues de la part du chercheur FED-tWIN, l'output envisagé au niveau de la recherche, de l'enseignement et du service au public, les synergies attendues entre l'établissement et l'université, ainsi que les contributions des deux parties.

d) **le chercheur FED-tWIN:** un chercheur recruté en partie par l'institution et en partie par l'université sur la base du profil de chercheur;

e) **Administration:** le service public désigné par le Roi pour l'exécution des missions prévues par la présente loi;

f) **Fonds externes:** les moyens de financement de la recherche qui ne relèvent ni des moyens internes de l'établissement ou de l'université ni des subsides attribués dans le cadre de la présente loi.

Section 2. — Principes généraux

Art. 3. Un programme de subvention de coopération durable dans le domaine de la recherche entre les établissements et les universités est mis sur pied.

Ce programme a pour objet l'organisation et le développement d'activités de recherche conjointes pour les établissements et les universités et le financement de celles-ci par le gouvernement fédéral.

Dans le cadre de ce programme, des profils communs sont créés, pour lesquels les chercheurs FED-tWIN sélectionnés sont recrutés à 50 %/50 % ou à 40 %/40 % respectivement par un établissement et une université.

Art. 4. Un appel aux profils peut être organisé annuellement. Le premier appel a lieu en 2017.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres le nombre de profils qui est attribué par appel et leur répartition entre les établissements.

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**

[C – 2017/40555]

21 JULI 2017. — Wet tot instelling van een programma voor duurzame samenwerking op onderzoeksvlak tussen de federale wetenschappelijke instellingen en de universiteiten (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Afdeling 1. — Definities

Art. 2. In deze wet wordt verstaan onder

a) **Instelling:** de federale wetenschappelijke instellingen (FWI) die zijn opgesomd in artikel 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke instellingen;

b) **Universiteit:** de universiteiten behorend tot de Vlaamse Gemeenschap:

- 1) "Katholieke Universiteit Leuven";
- 2) "Universiteit Antwerpen";
- 3) "Universiteit Gent";
- 4) "Universiteit Hasselt";
- 5) "Vrije Universiteit Brussel"

de universiteiten behorend tot de Franse Gemeenschap:

- 1) " Université de Liège
- 2) "Université Libre de Bruxelles";
- 3) "Université de Mons";
- 4) "Université de Namur";
- 5) "Université Catholique de Louvain";
- 6) "Université Saint-Louis – Bruxelles";

c) **Profiel:** de beschrijving van een specifiek onderzoeksdomein, waarbij het wetenschappelijk onderzoek, onderwijs en dienstverlening in structurele samenwerking tussen een instelling en een universiteit gebeurt en waarin de daarbinnen verwachte competenties en vaardigheden van de FED-tWIN-onderzoeker, de beoogde output qua onderzoek, onderwijs en dienstverlening, de verwachte synergieën tussen de instelling en de universiteit en de bijdragen van beide partijen, worden beschreven;

d) **FED-tWIN-onderzoeker:** een deeltijds door een instelling en deeltijds door een universiteit op basis van het profiel aangeworven onderzoeker;

e) **Administratie:** de voor de uitvoering van deze wet door de Koning aangewezen overheidsdienst;

f) **Externe fondsen:** financieringsmiddelen voor onderzoek die niet behoren tot de interne middelen van de instelling of de universiteit noch tot de subsidies toegekend in het kader van deze wet.

Afdeling 2. — Algemene beginselen

Art. 3. Er wordt een subsidieprogramma voor duurzame samenwerking op onderzoeksvlak tussen de instellingen en de universiteiten ingesteld.

Dit programma omvat de organisatie en ontwikkeling van gemeenschappelijke onderzoeksactiviteiten voor de instellingen en universiteiten en de financiering ervan door de federale overheid.

In het kader van dit programma worden gezamenlijke profielen gecreëerd, waarbij de voor deze profielen geselecteerde FED-tWIN-onderzoekers in een 50/50 %-verhouding of een 40/40 %-verhouding door respectievelijk een instelling en een universiteit worden aangeworven.

Art. 4. Er kan jaarlijks een oproep voor profielen georganiseerd worden. De eerste oproep vindt plaats in 2017.

De Koning bepaalt bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het aantal profielen dat per oproep wordt toegekend en de verdeling ervan tussen de instellingen.

Art. 5. L'octroi des subventions visées à l'article 3 de la présente loi s'effectue selon les modalités décrites au chapitre IV de la présente loi.

Le financement global des profils est réparti de la manière suivante:

- a) 56 % pour les profils conclus avec les universités relevant de la Communauté flamande;
- b) 44 % pour les profils conclus avec les universités relevant de la Communauté française.

Art. 6. Les établissements et les universités qui souhaitent participer au programme concluent en commun un contrat-cadre avec l'administration.

Le contrat-cadre contient au minimum les engagements suivants:

1. l'adhésion au programme des établissements et universités visés dans le présent article
2. la création d'un comité d'accompagnement dans lequel siège un représentant de l'administration et de chaque établissement et université visés dans le présent article
3. le mode de recrutement et d'évaluation du chercheur FED-tWIN sélectionné selon les principes de la présente loi;
4. la manière selon laquelle les fonds externes obtenus par le chercheur FED-tWIN sont gérés au sein de l'université et de l'établissement;
5. la conclusion d'un accord entre l'établissement et l'université pour chaque profil, dans lequel sont fixées les modalités d'exécution spécifiques;
6. la méthode selon laquelle les différends sont réglés lors de l'exécution du projet.

CHAPITRE II. — Sélection des profils

Art. 7. Sont éligibles à la subvention mentionnée à l'article 5, les profils qui sont sélectionnés selon la procédure décrite aux articles 8 à 13 de la présente loi.

Art. 8. Au début de la procédure de sélection, l'administration envoie aux établissements un appel à introduire des profils.

En réponse à l'appel lancé par l'administration, les établissements définissent dans une première phase les domaines scientifiques spécifiques et les groupes de recherche pour lesquelles ils souhaitent créer des profils, et ils les communiquent à l'administration. Ils veillent à ce que les domaines scientifiques définis relèvent de leurs domaines de compétence.

L'administration communique ces domaines scientifiques et groupes de recherche aux universités visées à l'article 6.

Art. 9. Les universités intéressées communiquent aux établissements concernés les domaines scientifiques dans lesquels elles souhaitent développer des profils de façon conjointe. Ces déclarations sont accompagnées d'une brève description de la contribution que les universités pensent pouvoir fournir.

Les établissements et les universités retenues par eux établissent ensemble les profils sur la base de la définition visée à l'article 8 et de la brève description mentionnée à l'alinéa précédent.

Art. 10. Les établissements envoient les profils à l'administration.

Art. 11. Chaque établissement introduit à l'administration aussi bien des profils avec des universités de la Communauté flamande que des profils avec des universités de la Communauté française

En dérogation à l'alinéa précédent, l'administration peut, si cela s'avère nécessaire pour garantir la répartition des profils entre les Communautés visées à l'article 5, désigner lors de chaque appel des établissements qui ne peuvent introduire des profils qu'avec des universités de l'une des deux Communautés.

Art. 12. Les profils introduits auprès de l'administration sont, après contrôle de recevabilité, classés par établissement sur la base d'une évaluation de contenu au moyen d'un "peer review" international.

Lors de l'évaluation, il est tenu compte de la mission spécifique des établissements et de la plus-value de la coopération proposée sur le plan de la recherche scientifique et de la prestation de service public.

La sélection des profils retenus s'effectue parmi les profils classés positivement.

Art. 5. Het verlenen van de in artikel 3 van deze wet bedoelde subsidies gebeurt volgens de modaliteiten bepaald in hoofdstuk IV van deze wet.

De globale financiering van de profielen wordt verdeeld op de volgende manier:

- a) 56 % voor profielen afgesloten met de universiteiten behorende tot de Vlaamse Gemeenschap;
- b) 44 % voor profielen afgesloten met de universiteiten behorende tot de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De instellingen en de universiteiten die wensen deel te nemen aan het programma sluiten gezamenlijk een raamovereenkomst af met de administratie.

De raamovereenkomst bevat minstens volgende verbintenissen:

1. de toetreding van de in dit artikel bedoelde instellingen en universiteiten tot het programma;
2. de oprichting van een begeleidingscomité waarin een vertegenwoordiger van de administratie en elke in dit artikel bedoelde instelling en universiteit zetelt;
3. de wijze van aanwerving en evaluatie van de geselecteerde FED-tWIN onderzoeker volgens de principes van onderhavige wet;
4. de wijze waarop de door de FED-tWIN onderzoeker aangetrokken externe fondsen zullen worden beheerd binnen de universiteit en de instelling;
5. het afsluiten van een overeenkomst tussen de instelling en de universiteit voor elk profiel, waarin de specifieke uitvoeringsmodaliteiten worden vastgelegd;
6. de wijze waarop geschillen bij de uitvoering van het project worden geregeld.

HOOFDSTUK II. — Selectie van de profielen

Art. 7. Komen in aanmerking voor de subsidiering bedoeld in artikel 5, de profielen die geselecteerd worden volgens de procedure beschreven in artikels 8 tot en met 13 van deze wet.

Art. 8. De administratie stuurt bij de aanvang van de selectieprocedure aan de instellingen een oproep tot het indienen van profielen.

In antwoord op de oproep door de administratie, definiëren de instellingen in een eerste fase de wetenschappelijke domeinen en de onderzoeksgroepen waarbinnen zij profielen wensen te creëren, en maken zij deze informatie over aan de administratie. Zij waken er hierbij over dat de gedefinieerde wetenschappelijke domeinen tot hun bevoegdheden behoren.

De administratie deelt deze wetenschappelijke domeinen en onderzoeksgroepen mee aan de in artikel 6 bedoelde universiteiten.

Art. 9. De geïnteresseerde universiteiten delen aan de betrokken instellingen mee in welke wetenschappelijke domeinen zij samen met hen profielen wensen te ontwikkelen. Deze mededelingen worden vergezeld van een beknopte omschrijving van de bijdrage die de universiteiten denken te kunnen leveren.

De instellingen en de door hen weerhouden universiteiten stellen op basis van de in artikel 8 vernoemde definitie en de in het vorig lid vernoemde omschrijving samen de profielen op.

Art. 10. De instellingen sturen de profielen naar de administratie.

Art. 11. Elke instelling dient zowel profielen met universiteiten uit de Vlaamse Gemeenschap als met universiteiten uit de Franse Gemeenschap in bij de administratie.

In afwijking van het vorige lid, kan de administratie, zo dit nodig is om de in artikel 5 bedoelde verdeling van de profielen tussen de Gemeenschappen te waarborgen, per oproep instellingen aanwijzen die slechts profielen met universiteiten van een van de beide Gemeenschappen mogen indienen.

Art. 12. De bij de administratie ingediende profielen, worden, na ontvankelijkheidscontrole, per instelling gerangschikt op grond van een inhoudelijke evaluatie door middel van een internationale peer review.

Bij de evaluatie wordt rekening gehouden met de specifieke missie van de instellingen en de meerwaarde van de voorgestelde samenwerking op het vlak van wetenschappelijk onderzoek en maatschappelijke dienstverlening.

De selectie van de weerhouden profielen gebeurt uit de batig gerangschikte profielen.

Art. 13. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres la composition des profils, les conditions de recevabilité ainsi que les critères et les modalités pour le classement et la sélection des profils à retenir.

CHAPITRE III. — *Le chercheur-FED-tWIN*

Art. 14. Un appel aux candidats-chercheurs FED-tWIN est adressé pour les profils sélectionnés.

Entrent en considération les candidats qui satisfont à la description de fonction du profil et qui ont obtenu un titre de doctorat au maximum 12 ans avant la date ultime d'introduction des dossiers de candidature.

La période visée au premier alinéa est prolongée avec un an par période de congé de maternité de trois mois au minimum ou par période ininterrompue de trois mois au minimum de congé parental à temps plein ou congé d'adoption à temps plein, pris par le candidat entre l'obtention du titre de doctorat et la date ultime d'introduction des dossiers de candidature, sans que pour autant la prolongation totale peut excéder un an par enfant.

La période visée au premier alinéa est également prolongée avec la durée réelle des périodes attestées de maladie de longue durée du candidat ou d'un membre de famille proche du candidat auquel ce dernier a donné des soins médicaux, pour autant qu'il s'agit des périodes ininterrompues de trois mois au minimum.

Art. 15. La sélection des candidats s'effectue selon les modalités établies dans le contrat-cadre mentionné à l'article 6.

Art. 16. Le chercheur FED-tWIN est recruté sur la base d'un contrat de travail par l'établissement et sur la base d'un contrat de travail ou d'une désignation par l'université.

Art. 17. La description de fonction qui est établie après le recrutement du chercheur FED-tWIN respectivement dans l'établissement et l'université doit tenir compte de la coopération entre les deux parties et des activités qu'effectue le chercheur respectivement au sein de l'université et l'établissement.

Art. 18. L'évaluation du chercheur FED-tWIN s'effectue sur la base des descriptions de fonction établies selon les règles d'évaluation valables dans les établissements et les universités et les modalités qui figurent dans le contrat-cadre mentionné à l'article 6 de la présente loi.

CHAPITRE IV. — *Financement*

Art. 19. Le Roi attribue des subventions en vue de financer le profil dans le cadre des crédits figurant à cet effet dans le budget.

Art. 20. Le coût annuel à 100 % du profil est établi à 125 000 euros.

Le montant mentionné dans l'alinéa précédent est associé au chiffre de l'indice-santé d'application au 1^{er} janvier 2017 et est adapté annuellement à l'évolution de l'indice-santé.

Le subside est attribué à l'établissement et à l'université selon une clé de répartition 50 %/50 %.

Art. 21. Lors de la première période de cinq ans, le profil est financé par l'autorité fédérale à concurrence de 100 % du coût annuel.

A partir de la sixième année et jusqu'à la dixième année comprise, l'autorité fédérale finance le profil à concurrence de 50 % du coût annuel.

En dérogation de l'article 3 de la présente loi, pour les profils à 100 % et pour autant que l'établissement et l'université en fassent une demande conjointe, le financement visé à l'alinéa précédent peut être attribué selon une clé de répartition 60 %/40 %, pour autant que la répartition du travail presté passe à un rapport 60 %/40 %.

A partir de la onzième année, le coût du profil est supporté entièrement par l'établissement et l'université.

Art. 13. De Koning bepaalt bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de samenstelling van de profielen, de ontvankelijkheidsvoorwaarden en de criteria en de modaliteiten voor de rangschikking en de selectie van de te weerhouden profielen.

HOOFDSTUK III. — *De FED-tWIN-onderzoeker*

Art. 14. Voor de geselecteerde profielen wordt een oproep aan kandidaat FED-tWIN onderzoekers gericht.

De kandidaten die voldoen aan de in het profiel vermelde competenties en vaardigheden, en die hun doctoraatstitel behaald hebben maximaal 12 jaar voorafgaand aan de vooropgestelde uiterste indieningdatum van de kandidaatsdossiers, komen in aanmerking.

De periode vermeld in het eerste lid wordt verlengd met één jaar per periode van minstens drie maanden moederschapsrust of per aaneensluitende periode van minstens drie maanden voltijs ouderschapsverlof of adoptieverlof die door de kandidaat-onderzoeker genomen werd tussen het behalen van de doctoraatstitel en de uiterste indieningdatum van de kandidaatsdossiers, zonder dat evenwel de totale verlenging meer dan één jaar per kind kan bedragen.

De periode vermeld in het eerste lid wordt eveneens verlengd met de werkelijke duur van geattesteerde periodes van langdurige ziekte van de kandidaat-onderzoeker of van een familielid van de kandidaat-onderzoeker waaraan deze laatste medische bijstand verleende, voor zover het ononderbroken periodes betreft van minstens drie maanden.

Art. 15. De selectie van de kandidaten gebeurt volgens de modaliteiten die zijn opgenomen in de in artikel 6 vermelde kaderovereenkomst.

Art. 16. De FED-tWIN onderzoeker wordt aangeworven bij arbeidsovereenkomst door de instelling en bij arbeidsovereenkomst of aanstelling door de universiteit.

Art. 17. De functiebeschrijving die na de aanwerving van de FED-tWIN onderzoeker respectievelijk wordt opgesteld in de instelling en in de universiteit moet rekening houden met de samenwerking tussen de beide en met de activiteiten die de onderzoeker uitvoert binnen respectievelijk de universiteit en de instelling.

Art. 18. De evaluatie van de FED-tWIN onderzoeker gebeurt op basis van de opgestelde functiebeschrijvingen volgens de voor de instellingen en universiteiten geldende evaluatieregelingen en de modaliteiten opgenomen in de raamovereenkomst vermeld in artikel 6 van deze wet.

HOOFDSTUK IV. — *Financiering*

Art. 19. De Koning staat binnen de hiervoor in de begroting opgenomen kredieten subsidies toe voor de financiering van het profiel.

Art. 20. De jaarlijkse kostprijs aan 100 % van het profiel wordt bepaald op 125 000 euro.

Het in het vorig lid vermeld bedrag is gekoppeld aan het gezondheidsindexcijfer van toepassing op 1 januari 2017 en wordt jaarlijks aangepast aan de evolutie van de gezondheidsindex.

De subsidie wordt aan de instelling en de universiteit toegekend volgens een 50/50-verdeelsleutel.

Art. 21. § 1. Tijdens de eerste periode van vijf jaar wordt het profiel gefinancierd door de federale overheid ten belope van 100 % van de jaarlijkse kostprijs.

§ 2. Vanaf het zesde jaar tot en met het tiende jaar financiert de federale overheid het profiel ten belope van 50 % van de jaarlijkse kostprijs.

In afwijking van artikel 3 van deze wet kan, voor de profielen aan 100 % en mits een gezamenlijke aanvraag van de instelling en de universiteit, de in het vorige lid bedoelde financiering volgens een 60/40-verhouding verdeeld worden, zo er wordt overgeschakeld naar een 60/40-arbeidsverhouding.

Vanaf het elfde jaar is de kostprijs van het profiel volledig ten laste van de instelling en de universiteit.

Art. 22. Le subside est destiné en premier lieu à couvrir les coûts de personnel du chercheur. Le solde éventuel est ensuite destiné aux frais généraux, à concurrence de 10 % maximum du subside, et le reliquat exclusivement au financement des activités de recherche du chercheur FED-tWIN concerné.

Art. 23. L'engagement des crédits consacrés au paiement du subside attribué aux profils s'effectue annuellement.

Art. 24. En cas de suspension sans maintien de traitement d'une convention de travail du chercheur FED-tWIN, ou de sa mise en œuvre, le paiement de la partie du subside qui est utilisée pour le financement de la convention de travail est suspendu jusqu'au moment où la convention de travail est de nouveau appliquée. Dans les cas déterminés par le Roi et sous les conditions déterminés par Lui, la période initiale de financement du profil peut être prolongée du temps de la durée de la suspension pour la partie non-payée du subside.

L'établissement et l'université informent l'administration de la suspension dans le mois suivant la résiliation du contrat et fournissent à celle-ci les pièces justificatives nécessaires.

En cas de non-respect de l'obligation d'information définie dans l'alinéa précédente, le prolongement de la période de financement peut être refusé.

Art. 25. Le Roi définit par arrêté délibéré en Conseil des ministres la façon dont le subside est attribué.

CHAPITRE V. — *Effets de la fin de l'emploi du chercheur FED-tWIN*

Art. 26. S'il est mis un terme aux contrats de travail d'un chercheur dans les 10 premières années après le lancement du profil FED-tWIN, les modalités suivantes sont d'application:

1) si le chercheur FED-tWIN met un terme aux deux contrats de travail, un nouveau chercheur FED-tWIN peut être recruté pour le profil et le financement du profil est poursuivi pour la durée restante.

2) si le chercheur FED-tWIN met un terme à l'un des deux contrats de travail, tant le financement de la partie terminée du profil que celui de la partie poursuivie sont terminés. L'établissement et l'université peuvent dans ce cas recruter un nouveau chercheur FED-tWIN pour le profil concerné, auquel cas le financement du profil est poursuivi pour la durée restante.

3) Si l'établissement et l'université mettent de commun accord un terme aux contrats de travail, un nouveau chercheur FED-tWIN peut être recruté au sein du projet. Le plan de financement convenu à l'origine est poursuivi sans modification.

4) Si l'université ou l'établissement met un terme au contrat de travail avec le chercheur FED-tWIN, le financement par l'autorité fédérale cesse le dernier jour ouvrable du chercheur FED-tWIN pour l'établissement ou l'université qui a mis un terme au contrat de travail.

Pour l'autre établissement ou université, le financement est poursuivi pendant un an à dater du terme précisé ci-avant, sans que cette prolongation ne puisse dépasser la durée de la subvention.

Dans les cas visés aux points 1), 2) et 3) de l'alinéa précédent, le nouveau recrutement doit avoir lieu au plus tard douze mois après la date du fin du contrat de travail du chercheur FED-tWIN.

Art. 22. De subsidie wordt in de eerste plaats aangewend ter dekking van de personeelskosten van de onderzoeker. Het eventuele saldo wordt vervolgens en ten belope van maximaal 10 % van de subsidie aangewend voor overhead en het daarna resterende gedeelte exclusief voor de financiering van onderzoeksactiviteiten van de betrokken FED-tWIN onderzoeker.

Art. 23. De vastlegging van de kredieten bestemd voor de betaling van de toegekende subsidie van de profielen gebeurt jaarlijks.

Art. 24. Ingeval een arbeidsovereenkomst van de FED-tWIN-onderzoeker of de uitvoering ervan wordt geschorst zonder behoud van wedde, wordt de betaling van het subsidiegedeelte dat wordt aangewend voor de financiering van die arbeidsovereenkomst geschorst tot op het ogenblik dat de arbeidsovereenkomst opnieuw wordt uitgevoerd. In de door de Koning bepaalde gevallen en onder de door Hem bepaalde voorwaarden, kan voor het niet-uitbetaalde gedeelte van de subsidie de initiële financieringsperiode van het profiel verlengd worden met de duurtijd van de schorsing.

De instelling en de universiteit stellen de administratie binnen een maand volgend op de beëindiging van de overeenkomst in kennis van de schorsing en bezorgen haar de nodige verantwoordingsstukken.

Ingeval van niet-naleving van de in het vorige lid bepaalde meldingsplicht, kan de verlenging van de financieringsperiode geweigerd worden.

Art. 25. De Koning bepaalt bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de subsidie wordt toegekend.

HOOFDSTUK V. — *Gevolgen van de beëindiging van de tewerkstelling van de FED-tWIN-onderzoeker*

Art. 26. § 1. Indien de arbeidsovereenkomsten van een onderzoeker worden beëindigd binnen de eerste 10 jaren na opstart van het FED-tWIN-profiel, gelden de volgende modaliteiten:

1) indien de FED-tWIN-onderzoeker de beide arbeidsovereenkomsten opzegt, kan een nieuwe FED-tWIN-onderzoeker voor het profiel aangeworven worden en wordt de financiering van het profiel voor de resterende duurtijd verder gezet.

2) indien de FED-tWIN-onderzoeker een van de twee arbeidsovereenkomsten opzegt, neemt zowel de financiering van het beëindigde gedeelte van het profiel als dit van het verder gezette gedeelte een einde. De instelling en de universiteit kunnen in dat geval een nieuwe FED-tWIN-onderzoeker voor het betreffende profiel aanwerven, in welk geval de financiering voor de resterende duurtijd wordt verder gezet;

3) Indien de instelling en de universiteit gezamenlijk de arbeidsovereenkomsten opzeggen, kan een nieuwe FED-tWIN-onderzoeker binnen het project aangeworven worden. Het initieel overeengekomen financieringsplan, wordt ongewijzigd verdergezet.

4) Indien of de universiteit of de instelling de arbeidsovereenkomst met de FED-tWIN-onderzoeker opzegt, neemt de financiering door de federale overheid een einde op de laatste werkdag van de FED-tWIN-onderzoeker voor de instelling of de universiteit die de arbeidsovereenkomst opgezegd heeft.

Voor de andere instelling of universiteit wordt de financiering een jaar verder gezet met ingang op de datum van de hoger bedoelde beëindiging, zonder dat deze verlenging de looptijd van de subsidiëring kan overschrijden.

In de gevallen bedoeld onder 1), 2) en 3) van het vorige lid dient de nieuwe aanwerving te gebeuren uiterlijk twaalf maanden na de datum van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst van de FED-tWIN-onderzoeker.

§ 2. L'établissement et l'université informent l'administration de la résiliation du contrat de travail dans le mois suivant la résiliation du contrat et lui fournissent les pièces justificatives.

En cas de non-respect de l'obligation d'information, définie dans l'alinéa précédent-, le financement peut être résilié.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. JAMBON

La secrétaire d'Etat à la Politique scientifique,
Z. DEMIR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 54 2479.
Compte rendu intégral : 21 juillet 2017.

§ 2. De instelling en de universiteit stellen de administratie binnen een maand volgend op de beëindiging van de overeenkomst in kennis van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst en bezorgen haar de verantwoordingsstukken van de beëindiging.

Ingeval van niet-naleving van de in het vorige lid bepaalde meldingsplicht, kan de financiering beëindigd worden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,
Z. DEMIR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 54 2479.
Integraal Verslag : 21 juli 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/40475]

21 JUILLET 2017. — Loi portant confirmation de l'arrêté royal du 20 décembre 2016 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence de classe A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+, F2, G1 et G2 pour l'année civile 2017 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'arrêté royal du 20 décembre 2016 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence de classe A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+, F2, G1 et G2 pour l'année civile 2017 est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le vice-premier ministre et ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur,
J. JAMBON

Le ministre de la Justice,

K. GEENS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/40475]

21 JULI 2017. — Wet tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 20 december 2016 betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de Kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+, F2, G1 en G2 voor het burgerlijk jaar 2017 (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 20 december 2016 betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de Kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+, F2, G1 en G2 voor het burgerlijk jaar 2017 is bekrachtigd met uitwerking op de dag van zijn inwerking-treding.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De vice-eerste minister en minister van Economie,
K. PEETERS

De vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

De minister van Justitie,

K. GEENS